

Produits votés et taxes perçues par les collectivités locales

Les contributions directes en 2012 (en milliards d'euros)

	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Contributions directes	47,80	19,15	4,44	71,40
Produits votés des 3 taxes « ménages » (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti)	36,05	11,57	-	47,62
Taxe d'habitation	19,35	-	-	19,35
Taxe foncière sur le bâti	15,72	11,57	-	27,28
Taxe foncière sur le non bâti	0,98	-	-	0,98
Produit voté de la contribution foncière des entreprises et autres produits économiques	11,75	7,59	4,44	23,78
Cotisation foncière des entreprises	6,65	-	-	6,65
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	4,02	7,36	3,80	15,18
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,46	0,22	0,65	1,34
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,61	-	-	0,61

Sources : DGFiP, DGCL.

Autres contributions perçues par les collectivités locales en 2011 hors taxes liées à l'urbanisme (en milliards d'euros)

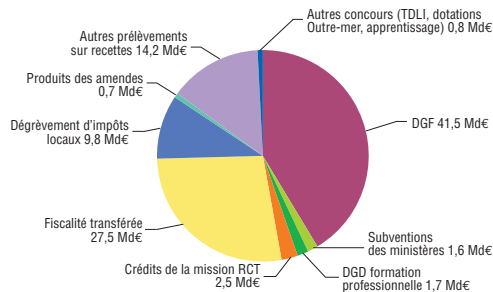
	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
Autres contributions (hors taxes liées à l'urbanisme)	18,28	22,47	7,88	48,63
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	5,89	-	-	5,89
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,32	8,61	-	10,93
Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)	-	6,53	4,27	10,81
Versement destiné aux transports en commun	6,65	-	-	6,65
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	-	6,23	-	6,23
Taxe sur les cartes grises	-	-	2,08	2,08
Taxe sur l'électricité	1,04	0,56	-	1,60
Impôts et taxes d'Outre-mer	0,81	0,17	0,52	1,49
Autres taxes	1,57	0,37	1,01	2,94

Sources : DGFiP, DGCL.
Imprimé par IME - Baume-les-Bains

Les principaux transferts de l'État aux collectivités locales en 2013

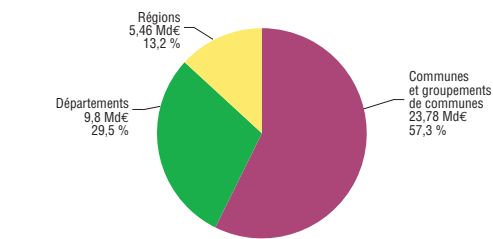
- Dotation globale de fonctionnement 41,5 Md€
- Fiscalité transférée 27,5 Md€
- Dégrevements d'impôts locaux 9,8 Md€

Transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales



Source : loi de finances initiale pour 2013.

Répartition de la DGF entre catégories de collectivités en 2013



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Répartition de la DGF 2013

	DGF 2013 (en millions d'euros)	Évolution 2013/2012 (en %)
Communes et groupements de communes à fiscalité propre	23 782	0,42
Dont dotation forfaitaire des communes	13 424	- 0,55
Dotation de base	6 776	0,53
Dotation superficie	225	0,15
Dotation parcs nationaux et marins (ex. parc naturel)	4	0,00
Complément de garantie	4 796	- 2,24
Dotation de compensations des communes	1 623	0,00
Dotation forfaitaire groupements touristiques	21	- 1,93
Dont dotation d'aménagement	10 337	1,70
Dotation d'intercommunalité	2 702	2,85
Dotation de compensation des EPCI	4 401	- 2,44
Dotation de solidarité urbaine	1 491	8,75
Dotation de solidarité rurale	969	8,75
Dotation nationale de péréquation	774	1,31
Départements	12 258	0,05
Dotation forfaitaire	8 014	- 0,13
Dotation de compensation	2 831	- 0,09
Dotation de péréquation urbaine	622	1,13
Dotation de fonctionnement minimale	791	1,64
Régions	5 458	0,18
Dotation forfaitaire	5 265	0,00
Dotation de péréquation	193	5,46

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

519 417 conseillers municipaux, 4 052 conseillers généraux et 1 880 conseillers régionaux

La catégorie socioprofessionnelle des élus locaux

Catégorie socioprofessionnelle	Conseillers municipaux (élections de 2008)	Maires (élections de 2008)	Conseillers généraux (élections de 2011)	Conseillers régionaux (élections de 2010)	Population de 15 ans et plus*
Agriculteurs exploitants	11,1%	15,6%	5,4%	2,9%	1,0%
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	8,8%	8,0%	6,1%	6,4%	3,3%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,9%	15,0%	32,3%	32,2%	8,7%
Professions intermédiaires	11,5%	11,0%	14,4%	25,6%	13,9%
Employés	20,6%	9,2%	4,7%	8,9%	16,6%
Ouvriers	4,8%	2,0%	0,4%	1,1%	13,5%
Autres professions	7,7%	4,7%	3,6%	7,6%	
Retraités	19,6%	32,4%	29,9%	9,9%	43,1%
Autres sans activité professionnelle	4,0%	2,0%	3,2%	5,4%	
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

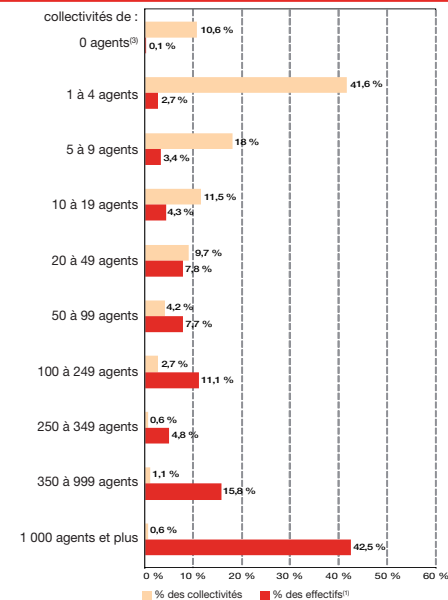
* Insee, Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire.

La fonction publique territoriale compte plus de 1,9 million d'agents relevant de près de 48 000 employeurs.

75,3 % des agents sont titulaires.

- 76,8 % des agents en catégorie C
- 12,5 % des agents en catégorie B
- 8,4 % des agents en catégorie A

Répartition des collectivités employeurs et des effectifs par taille de la collectivité⁽²⁾ en 2010



Sources : Insee, SIASP - Champ : France (métropole et DOM).

(1) Les effectifs comptabilisés sont les emplois principaux, y compris les bénéficiaires de contrats aidés.

(2) La taille de la collectivité locale est appréciée par le nombre d'emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés.

(3) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré sur emploi principal. Elles emploient soit des agents sur emplois secondaires, soit des bénéficiaires de contrats aidés. Seuls ces derniers sont comptabilisés dans les effectifs.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



MINISTÈRE DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT, DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

DGCL

Direction Générale des Collectivités Locales

Les chiffres-clés des collectivités locales

64,5 millions d'habitants répartis dans 26 régions, 101 départements et 36 681 communes

Répartition des communes selon leur taille

Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population
de 0 à 499 habitants	19 996	7,0 %
de 500 à 1 999 habitants	11 570	17,4 %
de 2 000 à 3 499 habitants	2 155	8,7 %
de 3 500 à 4 999 habitants	911	5,8 %
de 5 000 à 9 999 habitants	1 102	11,8 %
de 10 000 à 19 999 habitants	504	10,8 %
de 20 000 à 49 999 habitants	319	15,0 %
de 50 000 à 99 999 habitants	83	8,3 %
100 000 habitants et plus	41	15,2 %

Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population
moins de 500 habitants	19 996	7,0 %
moins de 2 000 habitants	31 566	24,5 %
moins de 3 500 habitants	33 721	33,2 %
moins de 5 000 habitants	34 632	39,0 %
moins de 10 000 habitants	35 734	50,8 %
moins de 20 000 habitants	36 238	61,6 %
moins de 50 000 habitants	36 557	76,5 %
moins de 100 000 habitants	36 640	84,8 %
toutes tailles confondues	36 681	100,0 %

Répartition des départements selon leur taille

Taille du département	Nombre de départements	Part de la population
moins de 300 000 habitants	26	8,0 %
de 300 000 à 499 999 habitants	24	14,0 %
de 500 000 à 799 999 habitants	25	24,4 %
800 000 d'habitants ou plus	26	53,6 %

Répartition des régions selon leur taille

Taille de la région	Nombre de régions	Part de la population
moins de 1 000 000 habitants	6	4,5 %
de 1 000 000 à 1 999 999 habitants	9	22,2 %
de 2 000 000 à 3 999 999 habitants	7	31,6 %
4 000 000 d'habitants ou plus	4	41,7 %

Source : Insee, recensement de la population, population municipale en vigueur en 2013 (millésimée 2010).

41 communes de plus de 100 000 habitants

(en nombre d'habitants)

Rang	Ville (n° du département)	Population totale	Population municipale
1	Paris (75)	2 268 265	2 243 833
2	Marseille (13)	859 368	850 726
3	Lyon (69)	492 578	484 344
4	Toulouse (31)	449 328	441 802
5	Nice (06)	347 105	343 304
6	Nantes (44)	293 234	284 970
7	Strasbourg (67)	276 401	271 782
8	Montpellier (34)	260 572	257 351
9	Bordeaux (33)	242 945	239 157
10	Lille (59)	234 058	227 560
11	Rennes (35)	212 939	207 178
12	Reims (51)	184 011	179 992
13	Le Havre (76)	178 070	175 497
14	Saint-Étienne (42)	174 566	171 260
15	Toulon (83)	166 851	164 532
16	Grenoble (38)	158 249	155 637
17	Dijon (21)	155 233	151 212
18	Angers (49)	151 957	147 571
19	Le Mans (72)	147 108	142 626
20	Villeurbanne (69)	146 729	145 150
21	Saint-Denis (974)	146 489	145 022
22	Brest (29)	145 561	141 303
23	Nîmes (30)	145 501	142 205
24	Aix-en-Provence (13)	144 884	141 438
25	Clermont-Ferrand (63)	143 669	139 860
26	Limoges (87)	141 540	139 150
27	Tours (37)	138 268	134 817
28	Amiens (80)	136 512	133 448
29	Metz (57)	122 928	120 738
30	Besançon (25)	121 038	116 914
31	Perpignan (66)	119 536	117 419
32	Orléans (45)	117 833	114 167
33	Boulogne-Billancourt (92)	115 264	114 205
34	Rouen (76)	113 461	110 933
35	Caen (14)	111 949	108 954
36	Mulhouse (68)	111 273	109 588
37	Saint-Denis (93)	107 959	106 785
38	Nancy (54)	107 710	105 421
39	Argenteuil (95)	104 843	103 125
40	Saint-Paul (974)	104 818	103 346
41	Montreuil (93)	103 675	102 770

Source : Insee, recensement de la population, population légale en vigueur au 1^{er} janvier 2013 (millésimée 2010).

Champ : France.

Le département de Mayotte a été recensé en 2012.

98,3 % des communes* et 92,1 % de la population* appartiennent à un groupement à fiscalité propre

L'intercommunalité à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2013

	Nombre de groupements à fiscalité propre	Nombre de communes regroupées	Population (en millions d'habitants)
Métropole	1	46	0,5
Communauté urbaine	15	434	7,2
Communauté d'agglomération	213	4 118	25,5
Communauté de communes	2 223	31 428	27,3
Syndicat d'agglomération nouvelle	4	23	0,2
Ensemble des groupements à fiscalité propre dont groupements à fiscalité professionnelle unique	2 456	36 049	60,9
	1 354	20 573	50,5

Source : Ministère de l'intérieur, DGCL ; Insee, recensement de la population, population totale en vigueur en 2013 (millésimée 2010).

* France (hors Mayotte).

• 614 communes isolées au 1^{er} janvier 2013 (hors Paris et Mayotte)

Les syndicats au 1^{er} janvier 2013

Syndicats*	14 305
Syndicats intercommunaux à vocation unique	9 720
Syndicats intercommunaux à vocation multiple	1 302
Syndicats mixtes	3 275
Pôles métropolitains	8

Source : DGCL.

Champ : France (hors Mayotte).

* Le recensement des syndicats a été réalisé le 1^{er} février 2013 sur des données arrêtées au 1^{er} janvier 2013.

Les 30 premiers EPCI à fiscalité propre

Dept	EPCI à fiscalité propre	Nature juridique	Population totale
69	CU de Lyon	CU	1 313 868
59	CU de Lille Métropole	CU	1 129 080
13	CU Marseille Provence Métropole	CU	1 052 127
33	CU de Bordeaux	CU	727 466
31	CU Toulouse Métropole	CU	716 638
44	CU Nantes Métropole	CU	603 757
06	Métropole Nice Côte d'Azur	Métropole	537 998
76	CA Rouen-Elbeuf-Austreberthe	CA	495 713
67	CU de Strasbourg	CU	475 634
83	CA Toulon Provence Méditerranée	CA	430 155
34	CA de Montpellier	CA	423 842
35	CA Rennes Métropole	CA	413 998
93	CA Plaine Commune	CA	407 283
98	CA Grenoble Alpes Métropole	CA	405 664
33	CA Est Ensemble	CA	400 715
42	CA de Saint-Étienne Métropole	CA	395 788
13	CA du Pays d'Aix-en-Provence	CA	363 712
92	CA Grand Paris Seine Ouest	CA	306 902
63	CA Clermont Communauté	CA	287 882
37	CA Tour(s) Plus	CA	284 743
45	CA Orléans Val de Loire	CA	280 584
49	CA Angers Loire Métropole	CA	273 680
54	CU du Grand Nancy	CU	262 638
66	CA Perpignan Méditerranée	CA	257 733
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	CA	255 684
21	CA Grand Dijon	CA	250 882
62	CA de Lens - Liévin	CA	247 603
76	CA Havraise	CA	243 377
14	CA Caen la Mer	CA	241 741
30	CA de Nîmes Métropole	CA	238 473

Source : DGCL, Insee, Population totale en vigueur en 2013 (millésimée 2010).

219 milliards d'euros de dépenses totales en 2011

Les finances des collectivités locales en 2011

(en milliards d'euros)

	Communes	Groupements à fiscalité propre	Secteur communal : communes et groupements	Départements	Régions	Ensemble
Dépenses totales	94,0	38,2	122,5	69,6	27,2	219,2
Dépenses de fonctionnement	63,9	27,7	81,8	54,3	16,7	152,9
dont dépenses de personnel	33,2	5,8	39,0	11,2	2,9	53,0
dont intérêts de dette	2,2	0,6	2,8	0,9	0,6	4,3
Recettes de fonctionnement	77,0	32,7	100,0	63,2	22,3	185,5
dont concours financiers de l'État	19,5	8,8	28,3	15,0	9,3	52,5
dont impôts locaux	30,7	15,8	46,5	18,6	4,4	69,5
dont autres impôts et taxes	6,4	4,2	10,6	22,8	7,7	41,2
Épargne brute : excédent de fonctionnement	13,2	5,0	18,2	8,9	5,6	32,7
Dépenses d'investissement	30,2	10,5	40,6	15,2	10,5	66,4
dont dépenses d'équipement brut	21,7	6,6	28,3	7,0	3,0	38,2
dont subventions versées	1,3	1,5	2,8	4,6	5,3	12,8
dont remboursements de dette	5,9	1,5	7,4	3,3	1,7	12,4
Recettes d'investissement	17,9	6,1	24,0	7,1	4,9	36,1
dont emprunt	6,5	2,7	9,1	3,9	2,8	15,8
Dettes au 31/12	59,9	19,3	79,2	30,4	18,0	127,6

Source : DGFIP, DGCL.

Les données figurant dans la colonne secteur communal ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » : les reversesments fiscaux des groupements vers les communes ont été neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

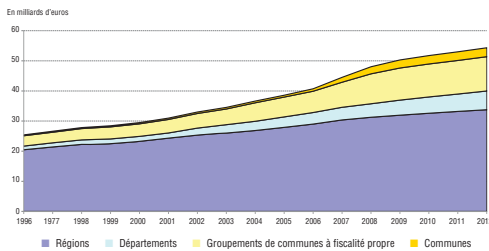
Les finances des collectivités locales en 2012

(évolutions 2012/2011 en %)

Dépenses totales	3,0	Recettes totales	2,2
Dépenses de fonctionnement	3,1	Recettes de fonctionnement	1,7
Dépenses de personnel	3,3	Impôts et taxes	2,5
Achats et charges externes	2,7	Impôts locaux	3,8
Dépenses d'intervention	3,1	Autres impôts indirects et taxes	0,4
Charges financières	4,6	Concours de l'État	-0,5
		Épargne brute : excédent de fonctionnement	-4,8
Dépenses d'investissement (hors remboursement de dette)	2,2	Recettes d'investissement (hors emprunts)	-1,6
Dépenses d'équipement brut	2,1	FCTVA	1,8
Subventions versées	2,9	Autres dotations et subventions	-0,2
Remboursement de dette	4,8	Emprunts	12,5
		Dettes au 31.12	3,8

Source : Données DGFIP (traitement DGCL/DESL)

Les dépenses de personnel des collectivités locales de 1996 à 2012 (en milliards d'euros)



Source : DGFIP, DGCL.

Les administrations publiques locales en 2012

- effectuent 21 % de la dépense publique
- réalisent 71 % de l'investissement public
- détiennent 9,5 % de la dette publique.